

**Élections présidentielles et
législatives - Vote à l'étranger -
Réponse de M. Jean-Marc Ayrault,
ministre des affaires étrangères et
du développement international, à
une question écrite au Sénat
(Paris, 27 avril 2017)**

La décision de suspendre le recours au vote par voie électronique pour les élections législatives de 2017 pour les électeurs inscrits dans les onze circonscriptions électorales à l'étranger a été prise sur la base des recommandations des experts de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes informatiques (ANSSI) et en tenant compte du niveau de menace extrêmement élevé et sans commune mesure avec celui qui pouvait peser sur les élections législatives de 2012.

Le gouvernement n'a pas agi dans la précipitation puisqu'il a pris cette décision au regard des failles constatées à l'occasion du test de grandeur nature. Il a, de manière rationnelle, décidé de ne prendre aucun risque de nature à compromettre le scrutin législatif pour les Français de l'étranger. Pour rappel, le vote électronique constitue l'une des quatre modalités de vote proposées par la loi aux Français de l'étranger (article L. 330-13 du code électoral, avec l'urne, la procuration, et le vote par correspondance postale).

Au regard de l'enjeu posé pour la participation des Français établis à l'étranger, des mesures ont été prises afin de permettre au plus grand nombre de participer au scrutin : les électeurs inscrits sur les listes électorales consulaires peuvent choisir de voter par correspondance postale sous pli fermé. La date limite pour demander à bénéficier de cette modalité, initialement prévue au 1er mars de l'année, a été repoussée au 14 avril 2017 ; une campagne de communication pour informer les électeurs sur ce point a été initiée sur le site internet du ministère des affaires étrangères et du développement international, relayée par les sites internet des postes diplomatiques et consulaires ; le dispositif des bureaux de vote ouverts pour cette élection par les postes diplomatiques et consulaires sera renforcé./.

(Source : site Internet du Sénat)